

## Communiqué de Presse

### Deux bénévoles de HRO arrêtés à Calais : un nouvel exemple de la répression du travail d'observation

Calais, Le 14 avril 2025.

*Dans le cadre de leurs activités de suivi et de documentation des opérations policières envers les personnes exilées, des bénévoles de l'association Human Rights Observers (HRO) ont été interpellés par les forces de l'ordre près des voies ferrées à Calais. Le récit détaillé d'un.e bénévole arrêté.e met en lumière des pratiques préoccupantes, notamment des intimidations, des fouilles répétées et une garde à vue abusive.*

Le 7 avril 2025, une équipe a suivi une opération d'expulsion de trois lieux de vie informels du Calais entre 14h33 et 16h12. Alors que l'opération venait de se terminer, l'équipe a été informée de présence policière sur un autre lieu de vie. Quand l'équipe s'y est rendue, deux membres d'HRO ont été arrêtés par un groupe de policiers, incluant la police ferroviaire, et placés en garde-à-vue pour prétendument avoir été à proximité de voies ferrées dans le cadre de leur travail d'observation et de documentation des expulsions.

Cet événement s'inscrit dans un contexte plus large d'intensification de la présence policière dans le Calais. Comme annoncé par le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, le 29 novembre 2024, de nombreux policiers supplémentaires ont été déployés dans tout le département et répartis au sein des commissariats locaux, de la police aux frontières et de la police des transports. Les expulsions systématiques, effectuées toutes les 48 heures environ, s'accompagnent d'une présence grandissante des forces de l'ordre dans les transports. L'intensification de la surveillance et des interventions précarise encore davantage les personnes exilées qui subissent des expulsions répétées et des confiscations de leurs biens essentiels.

En 2025, les activités d'observation ont été bloquées à plus de 50 reprises. Les bénévoles ont été filmés au moins 14 fois sans être prévenus, dont 3 fois avec des téléphones personnels. Jusqu'alors, les membres d'HRO ont eu leur identité contrôlée 7 fois. Ces blocages, intimidations et contrôles visent clairement à entraver l'observation indépendante des pratiques policières.

Le témoignage d'un.e des membres révèle des conditions de garde-à-vue psychologiquement éprouvantes, marquées par un isolement prolongé, l'absence d'accès à des soins basiques pour soulager des maux de tête, et une incompréhension généralisée quant à son rôle d'observateur.rice indépendant.e. Un.e bénévole rapporte avoir été confronté.e à des remarques désobligeantes de la part des forces de l'ordre, ainsi qu'à la suppression du contenu de ses cartes SD contenant des photos prises dans le cadre de son travail. Une convocation au tribunal a été émise à l'issue de cette garde-à-vue.

Human Rights Observers dénonce les intimidations récurrentes auxquelles font face ses membres dans le cadre de leurs observations des pratiques policières envers les personnes exilées et réitère son engagement à défendre les droits fondamentaux des populations vulnérables et à dénoncer toute forme d'abus ou de violence institutionnelle. HRO appelle les autorités à cesser ces pratiques de répression et à respecter le droit d'observer et de documenter.

#### Contact Presse :

Responsable terrain, logistique et communication,  
[terrain@humanrightsobservers.org](mailto:terrain@humanrightsobservers.org)